LE COURRIER DE LA NATURE

Spécial loup

278

Bimestriel édité par la Société nationale de protection de la nature

Spécial Loup 2013 - ISSN 0011-0477

Photo Philippe Pierini/Parc national du Mercantour

Jean-Marc Landry*

Historique du loup en France

*IPRA (Institut pour la promotion et la recherche sur les animaux de protection des troupeaux), Martigny, Suisse.

L'histoire du loup en France est probablement unique en son genre, car, a priori, *il n'existe aucun autre pays où il y eut autant de « bêtes » mangeuses d'humains, où tant d'efforts ont été déployés pour éradiquer le loup (à l'exception peut-être du Royaume-Uni), où son retour a suscité tant de passions et de controverses, et où il y a autant de dommages sur les troupeaux. Pour aborder ce sujet, deux ouvrages majeurs permettent de croiser le regard du biologiste et de l'historien : la thèse de doctorat de François de Beaufort (1988)[1] et le livre de Jean-Marc Moriceau* L'homme contre le loup. Une guerre de deux mille ans[2] *publié en 2011[a]. Dans le premier, c'est entre autres grâce à un fichier d'environ 50 000 observations de loups en France que l'auteur note avec précision les différentes étapes de la disparition du prédateur. Quant au second, il est le fruit de la récolte d'un nombre incroyable de renseignements et d'anecdotes sur la vie des gens depuis le Haut Moyen Age jusqu'au début du XX[e] siècle.*

L'histoire du loup en France est fortement imprégnée des attaques du prédateur (sain ou enragé) sur l'humain. Dans sa thèse, François de Beaufort[1] mentionne 638 attaques fatales commises sur l'homme, dont un tiers par des loups enragés. Jean-Marc Moriceau[3] en cite douze fois plus (7 807), avec la même proportion d'individus porteurs du virus de la rage (41 %). En regard de ces deux travaux, l'attaque du loup sur l'humain a été une réalité, mais a-t-elle été aussi importante que le mentionne J.M. Moriceau ? Difficile de le dire, surtout quand l'étude est basée sur des témoignages qu'il est impossible de valider.

Les attaques du loup sur l'homme sont un sujet trop complexe pour être abordé ici, mais il faut conserver à l'esprit la peur que l'animal a pu susciter dans les populations paysannes et chez les petits pâtres qui devaient garder seuls leurs troupeaux.

Une disparition qui prend son origine au sein de la Révolution française…

Les statistiques nationales de loups tués ou capturés remontent jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, à la suite de la Révolution française. Les mentions de destructions précédant cette époque sont plus lacunaires et ne permettent pas de retracer un état des populations de loups en France. Avant 1789, les moyens de destruction du loup restent dérisoires. En effet, les armes à feu sont encore peu performantes (généralement des arquebuses, fusils à silex et à canon lisse, peu précis à plus de 20 à 30 mètres et souvent inutilisables par temps de pluie), même si cela reste le moyen (chasse au charnier) le plus utilisé pour tuer des adultes. Comme les pièges, les battues et le poison semblent encore peu efficaces, le plus simple est alors de capturer les louveteaux à la tanière. Ces techniques de destruction ne semblent donc pas encore pouvoir mettre en péril une population de loups estimée à entre 3 000 et 7 000 individus avant les naissances des louveteaux[4], ce qui pourrait correspondre à 480 à 1 120 meutes[b]. Les moyens de destruction et d'incitation à l'abattage des loups étant encore peu efficients à l'époque, il est possible que la population de loups s'élevait à l'un de ses plus hauts niveaux à la fin du XVIII[e] siècle (cf. fig. 1). La Révolution française n'a pas seulement changé la destinée des hommes et des femmes de l'Hexagone, elle marque également un tournant dans l'histoire du loup qui, en moins de cent quarante ans, va disparaître du territoire national. Ce changement est principalement dû à deux événements : d'une part, la libéralisation du droit de chasse[c], la création d'un permis de port d'arme et l'instauration d'une prime à la destruction[d] (cf. fig. 2), et, d'autre part, l'amélioration de l'efficacité des armes à feu. L'apparition des premiers fusils à percussion (dès 1807-1808) a permis de ne plus être tributaire de la météo et d'augmenter l'efficacité et la distance de tir à plus de 150 à 200 mètres. Le loup devient donc de plus en plus vulnérable dans les espaces ouverts du territoire français où, auparavant, il pouvait se balader en plein jour sans risque (excepté dans les zones de chasse à courre).

Selon les statistiques nationales, à la fin du XVIII[e] siècle, environ 5 000 à 6 000 loups

Source : François de Beaufort, 1987[4]

Figure 1 : Répartition du loup en France à la fin du XVIII[e] siècle.

a- [Ndlr] Signalons également la parution récente de son ouvrage *Sur les pas du loup. Tour de France historique et culturel du loup du Moyen Age à nos jours*, 2013. Editions Montbel. Voir p. 74 de ce numéro.

b- En prenant une moyenne de 5 adultes par meute[5] et 20 % d'individus solitaires. Il s'agit d'un ordre de grandeur, car la proportion d'individus solitaires pourrait être supérieure à 20 %.

c- Décret du 11 août 1789 de la liberté de chasse.

d- Rétablissement de la réglementation des primes, mais à la charge des départements (loi rurale des 28 septembre et 6 octobre 1791)[2].

e- Sur la base d'une moyenne de 5,13 louveteaux par portée rapportée par de Beaufort[4] et en admettant qu'une seule femelle par meute mette bas des louveteaux. De nos jours, il existe des cas (rares) où plusieurs femelles mettent bas au sein d'une même unité familiale, notamment lorsque la nourriture est très abondante.

Source : *L'Encyclopédie* ou *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers de Diderot et d'Alembert* (1751-1772). Photo Jean-Marc Moriceau

L'arsenal des pièges à loup au XVIIIe siècle.

étaient éliminés chaque année, essentiellement des louveteaux (65 % !)[1]. La population, majoritairement paysanne, connaissait vraisemblablement bien son territoire et l'emplacement de certaines tanières. Ce sont donc en moyenne 3 900 louveteaux qui étaient détruits chaque année jusqu'en 1819, soit environ 760 portées et meutes touchées[e]. F. de Beaufort[4] évalue en outre qu'un peu plus de 2 000 loups adultes et subadultes sont prélevés chaque année, soit 30 à 70 % des adultes. Le nombre de loups abattus annuellement va ensuite diminuer malgré l'augmentation de l'efficacité de leur élimination, ce qui reflète probablement une diminution des effectifs. Le tableau de chasse tombe à une moyenne annuelle inférieure à 1 000 individus à partir de 1828.

Ces statistiques nationales permettent par extrapolation d'établir des cartes de densités de loups par département en émettant l'hypothèse que le nombre d'individus tués est corrélé à la densité de la population lupine. Ainsi, selon une première estimation pour la période 1797-1801[4], le loup occupe encore la quasi-totalité du territoire français et il est encore bien représenté dans 87,5 % des départements. Il est très présent en Bretagne et dans le centre de la France en remontant vers le nord-est (Haute-Saône, Vosges, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Ardennes, Marne). En revanche, les densités sont moins importantes sur le massif des Pyrénées et les Alpes avec des effectifs particulièrement faibles en Savoie. Il commence à se raréfier dans plusieurs régions comme l'Agenais (où il a même disparu du département du Tarn-et-Garonne) et le centre de la Gascogne, à l'ouest de la Gironde et de la Charente, dans les franges du Nord-Ouest[f] et en partie dans

Graphique réalisé avec les données de Jean-Marc Moriceau, 2011[2]

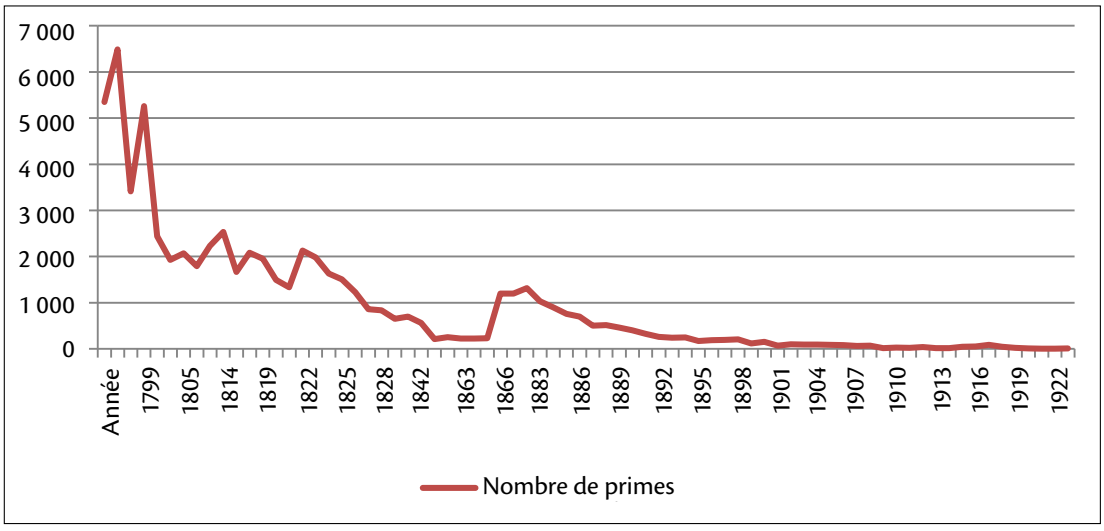
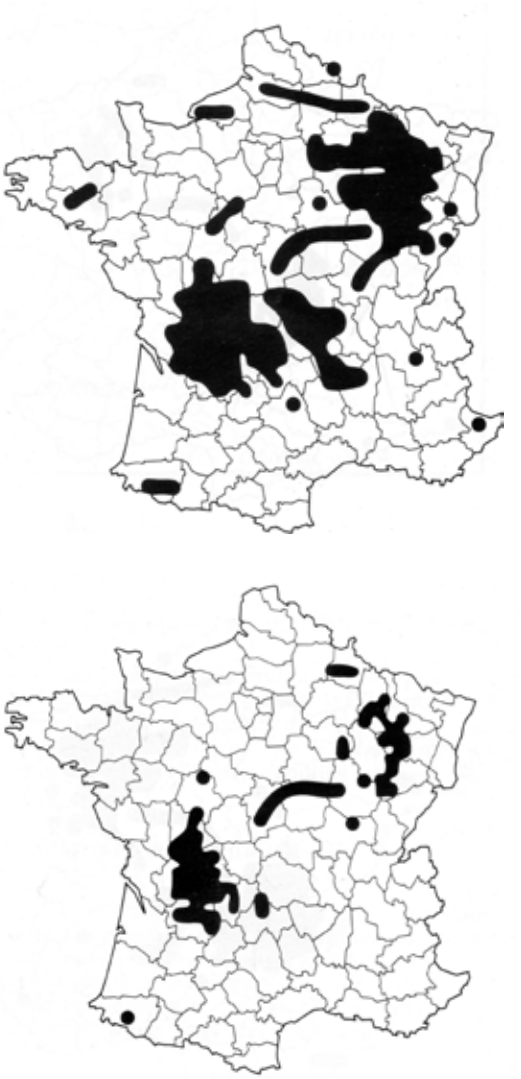


Figure 2 : Evolution du nombre de primes pour la destruction du loup en France au XIXe siècle.



Source : François de Beaufort, 1987[4]

Figures 3 et 4 : Cartes montrant la répartition du loup en France respectivement en 1898 (en haut) puis en 1908 (en bas).

les Bouches-du-Rhône. Il a également disparu du département de la Seine (l'ancien 75). À noter que le loup n'a jamais été signalé en Corse. Cette répartition du loup correspondrait assez bien à celle de la couverture végétale avec une abondance de loups plus élevée dans les régions recouvertes par la chênaie-charmaie de l'étage collinéen (500 à 800 m d'altitude), où parallèlement l'occupation humaine est faible et dispersée sur le territoire. Les densités les plus faibles se situeraient à l'étage subalpin occupé essentiellement par des résineux et dans les régions de plaine plus intensément exploitées par l'homme au travers des activités agricoles[2].

… puis qui s'accélère avec l'augmentation des armes à feu et ralentit avec les guerres

Le nombre de permis de port d'arme de chasse délivrés à la Révolution française ne cessera d'augmenter, passant de 125 000 en 1844 à près de 300 000 en 1865 et à 450 000 en 1900[2]. En 1850, le loup reste encore abondant dans 69 % des départements, menacé dans 26 % et en voie d'extinction dans 5 % d'entre eux. Les guerres ont souvent offert un répit aux loups, les hommes étant occupés à s'entretuer. La guerre de 1870, qui opposa le Second Empire au Royaume de Prusse et à ses alliés allemands, ne fera pas exception. En 1875, le loup subsiste encore dans 65 % des départements, même si seuls 40 % d'entre eux possèdent une population vivace. Il est en voie d'extinction dans 15 % des départements. Pendant les vingt années suivantes, la décroissance des populations de loups va s'accélérer. En 1895, seuls 5 % des départements abritent une population viable et 50 % n'ont plus de loups ou uniquement sous une forme erratique. L'aire totale s'est également fortement réduite et ne représente plus que 16 % du territoire national. Celle-ci est fractionnée en neuf pôles dont les deux plus importants correspondent aux aires où la densité était la plus élevée à la fin du XVIII[e] siècle :

- le Nord-Est avec une partie de la Champagne, de la Lorraine (dont les Vosges), de la Franche-Comté (excepté le Jura où il est déjà rare), de la Bourgogne et du Nivernais[g] (cf. fig. 3).
- le Centre-Ouest avec une partie du Berri, de la Bourgogne, des monts de la Marche, du Limousin et du Périgord (le loup étant cependant absent ou peu abondant de l'Indre au Cantal).

Les sept autres pôles présentent des aires de répartition beaucoup plus restreintes avec des effectifs très faibles ne permettant plus la survie des populations. Le loup a disparu des Alpes, sauf des Alpes-Maritimes et de l'Isère où il reste quelques individus. Il est également absent des

Pendant longtemps, tous les moyens ont été bons pour exterminer les loups. Ici rénovation d'un ancien piège qui a été utilisé en Espagne jusque dans les années 1960. Une battue était organisée pour faire pénétrer le loup dans un entonnoir constitué de palissades, dans lequel des chasseurs étaient embusqués, poussant l'animal toujours plus loin dans l'entonnoir jusqu'à son débouché : un puits en pierre dont il ne pouvait ressortir.

Photo Jean-Marc Landry

f- Absent dans les parties septentrionales du Nord, du Pas-de-Calais et de la Normandie.

g- Ancienne province dont la majeure partie forme le département de la Nièvre.

Pyrénées, sauf des Pyrénées-Atlantiques. Il reste encore quelques individus dans une frange allant du nord de la Somme aux Ardennes. On le retrouve également dans le Morbihan et les Côtes-d'Armor, la Seine-Maritime et au nord du Loir-et-Cher.

La fin du loup en France…

Au début du xx^{e} siècle (1908), l'aire de répartition de l'espèce ne représente plus que 4,25 % du territoire national, soit seulement un quart de ce qu'elle était encore dix ans plus tôt (cf. fig. 4). Le loup a totalement disparu des Alpes, mais quelques individus subsistent dans les Pyrénées occidentales. Les deux grands pôles précédemment cités sont toujours existants avec une aire de présence en forte diminution. Dix ans plus tard, cette aire a encore diminué pour le pôle du Centre-Ouest, mais a légèrement augmenté sur le pôle Nord-Est (est-ce une incidence de la guerre ?). Quelques loups survivent toujours dans les Pyrénées occidentales. En 1923, il ne reste plus que 1 % de l'aire de répartition historique du loup, principalement dans le Centre-Ouest (Charente, sud de la Vienne, Haute-Vienne et Dordogne). C'est dans cette région que seront tués les derniers loups jusqu'en 1929. Selon F. de Beaufort[1], il est probable que *Canis lupus* ait disparu du territoire français entre 1923 et 1929. Quelques individus sont encore observés ou tués de manière occasionnelle, jusque dans les années 1980, sans pour autant que leur origine soit connue.

Et un retour par l'Italie

Le retour du loup en France a suscité beaucoup de polémiques, en partie parce que la source de sa provenance n'était pas claire : réintroduction, échappée de captivité ou retour naturel ? Cette confusion pourrait provenir entre autres des résultats d'un recensement effectué au début des années 1970 par Eric Zimen et Luigi Boitani[6] qui affirmaient que le loup était absent dans le nord de l'Italie et que les monts Sibyllin, situés dans l'Apennin central, marquaient la limite septentrionale de leur répartition. Un raccourci a souvent été fait en affirmant que les loups étaient arrivés des Abruzzes, massif situé à 800 km du Mercantour. Ce serait en fait grâce à sa protection provisoire en 1971 puis définitive en 1976 que son aire de répartition se serait étendue de 700 à 800 km en une quinzaine d'années pour finalement atteindre les Alpes.

Toutefois, en 1974, Cagnolaro et ses collègues[7] (université de Milan), qui avaient également effectué un recensement (mais plus conséquent que le premier), ont signalé le canidé bien plus au nord : *Canis lupus* serait encore présent en Toscane au nord-ouest de Florence à environ 300 km du Parc national du Mercantour ! En outre, il serait encore signalé dans la région d'Emilia-Romagna et sous forme erratique en Tosco-Emiliano. Contrairement aux Abruzzes, ces régions étaient également plus riches en ongulés sauvages (essentiellement du sanglier). Ces résultats seront confirmés par des études ultérieures. Des loups se seraient reproduits au nord de la latitude 44°30 dès 1983[8]. Un loup empoisonné est découvert dans le Val Borbera situé à l'intersection des provinces de Gênes et d'Alessandria en 1985. La présence d'un petit groupe sur ce secteur est confirmée quelques mois plus tard[9]. La même année, un individu est tiré à la frontière franco-italienne à l'est de Cuneo[8]. Dans la région de Gênes, au moins quatre loups morts ont été découverts de 1985 à 1988[10]. De 1980 à 1989, au moins 39 spécimens ont été tués dans la région englobant Florence, Bologne et Gênes[11]. Toutes ces informations suggèrent donc : d'une part que les loups n'ont pas disparu des Apennins septentrionaux et que ceux apparus dans le Mercantour ne proviennent pas du massif des Abruzzes ; d'autre part que les effectifs et l'aire de répartition de l'espèce ont augmenté à la suite de sa protection en 1976.

En outre, l'augmentation de son aire de répartition de 300 à 400 km en une quinzaine d'années correspond bien mieux à la biologie de l'espèce qu'une augmentation de 700 à 800 km si le loup provenait des Abruzzes. Tous les ingrédients permettant l'arrivée du loup en France étaient également réunis : protection du loup,

Photo Vincent Vignon

Le massif des Abruzzes (Italie) est situé à quelque 800 km du Mercantour.

Photo Jean-Marc Landry

Des loups sont régulièrement signalés dans les Alpes avant 1992. Ici, dans le canton du Valais (Suisse), un loup est abattu en 1947, puis des individus sont aperçus à partir de 1994.

présence humaine réduite du fait de l'exode rural dans les Alpes et en Ligurie, augmentation de la surface forestière, présence d'ongulés sauvages.

Un temps de retard sur le retour du loup dans les Alpes ?

Le 27 décembre 1987, un loup – le loup de Fontan[12] (d'origine italienne), qui a sévi sur les troupeaux d'avril à octobre de cette même année et dont la provenance a fait l'objet de débats à l'époque – est tiré dans les Alpes-Maritimes dans le secteur de l'Authion/Vallée de la Roya, en lisière du Parc national du Mercantour. Il s'agit probablement d'un précurseur. Le 4 ou le 5 novembre 1992, deux individus sont observés dans le Parc national du Mercantour par deux gardes moniteurs et des agents de l'Office national des forêts lors d'un recensement général des ongulés sauvages. Le même mois, un loup est tiré sur la commune d'Aspres-les-Corps alors qu'il semblait sévir depuis au moins une année. Deux ans plus tard, à l'automne, deux attaques ont lieu dans le Val Ferret dans le canton du Valais (Suisse)[13] (la présence du loup sera confirmée l'été suivant). En décembre de la même année, un individu est découvert mort dans les Vosges : des analyses génétiques pratiquées ultérieurement révéleront une origine italienne. D'autres observations ont été rapportées la même année comme dans le Val di Suza (Italie), dont il est impossible de vérifier l'authenticité[h]. En regard de ces informations, il est hautement probable que des loups aient été présents bien avant 1992 dans les Alpes italiennes et françaises (ou peut-être même ailleurs !) sans que l'on s'en soit aperçu ou sans que les observations aient été signalées.

Des loups régulièrement en dispersion dans les Alpes depuis la Seconde guerre mondiale ?

Des loups ont été signalés dans les Alpes bien avant 1992, en fait depuis la Seconde guerre mondiale. En 1946, plusieurs d'entre eux auraient été abattus dans l'Ain[2]. Un loup, appelé le monstre du Valais, est tiré près d'Eicholl dans le canton du Valais (Suisse) le 27 novembre 1947, présentant un phénotype de loup européen. Un autre est tué en 1952 en Haute-Savoie sur la commune de Rumilly. L'année suivante, un loup est tué en Isère[2]. Un individu est tiré en janvier 1954 à nouveau en Isère (entre Vignieu et Sermerieux). Il sera identifié comme issu de la lignée italienne en 2004[2]. Un autre loup est tué dans l'Ain toujours en 1954. Une femelle est tuée le 9 septembre de la même année à l'Alpe Campascia d'Ur sur la commune de Poschiavo,

Page de droite : une meute de loups.

dans le canton des Grisons (Suisse). Toujours la même année, trois spécimens sont tués dans les Alpes autrichiennes. Aucun loup ne semble avoir été abattu dans les Alpes dans les années 1960. Un loup est tué au Tessin (Suisse) en 1971 et un autre individu le 13 décembre 1978 près de Lantsch/Lenz aux Grisons. Enfin, un loup a été tué le 15 mai 1990 à Hägendorf dans le canton de Soleure (Suisse), au pied de l'arc jurassien. Son origine reste inconnue. Au regard des loups tués dans les Alpes depuis leur disparition officielle, il est probable que des loups se soient toujours dispersés en direction des Alpes depuis l'Italie ou les Balkans, les individus étant capables de se disperser sur de très longues distances[5]. Bien entendu, il est également possible que certains de ces individus se soient échappés de captivité ou aient été relâchés. Mais il faut reconnaître que cela représente beaucoup de loups et que l'explication la plus plausible est la présence de loups en dispersion.

Il a fallu environ cent quarante ans pour faire disparaître le loup du territoire français. La libéralisation de la chasse, l'augmentation de l'efficacité des armes à feu, l'instauration des primes et surtout une occupation humaine très forte du territoire expliquent la rapidité de cette extermination. Il est probable que des individus aient survécu dans certaines régions de France et que les observations régulières de loups dans les Alpes aient pour origine des disperseurs provenant de meutes italiennes. Mais il est également vraisemblable que des loups se soient échappés de captivité ou aient été relâchés. Le loup a été persécuté partout en Europe et l'Italie ne fait pas exception. Mais il a visiblement survécu bien plus au nord des Apennins que ce qui était généralement proclamé. Cette présence permet d'expliquer la rapidité de l'accroissement de son aire de répartition et de sa réapparition dans les Alpes.

Le loup est passé d'une espèce à exterminer à une espèce strictement protégée en l'espace de deux générations. Le prochain défi sera de lui trouver une place entre ces deux extrêmes dans nos sociétés modernes.

J.M. L.

h- Trois loups seront filmés en hiver 1997, puis quatre loups recensés au printemps de la même année.

Bibliographie

1- De Beaufort F. 1988. Ecologie historique du loup, *Canis lupus* L. 1758 en France. *Thèse de doctorat. Université Renne 1. Muséum national d'histoire naturelle, 1104pp.*

2- Moriceau J.M. 2011. L'homme contre le loup. Une guerre de 2000 ans. *Fayard. Paris, 488pp.*

3- Moriceau J.M. 2013. Tour de France historique et culturel du loup du Moyen Age à nos jours. *Ed. de Montbel, Paris, 352pp.*

4- De Beaufort F. 1987. Le loup en France : éléments d'écologie historique. Encyclopédie des Carnivores de France *1, 32pp.*

5- Landry J.M. 2001. Le loup. *Delachaux et Nieslté ed. Paris, 240pp.*

6- Zimen E. & Boitani L. 1975. Number and distribution of wolves in Italy. Zeitschrift für Säugertierekunde, *40: 102–112.*

7- Cagnolaro L., Rosso D., Spagnesi M. & Venturi B. 1974. Inchiesta sulla distribuzione del lupo in Italia e nei Cantoni Ticino e Grigioni (Svizzera). Ricerche di Biologia della Selvaggina, *59, Istituto Nazionale per la Fauna Selvatica, 91pp.*

8- Francisci F. & Guberti V. 1993. Recent trends of wolves in Italy as apparent from kill figures and spécimens. In *Promberger C. & Schröder W. eds.* Wolves in Europe – Status and perspectives. *WGM, Oberammergau, p. 91-102.*

9- Boitani L. & Ciucci P. 1993. Wolves in Italy : critical issues for their conservation. In *Promberger C. & Schröder W. eds.* Wolves in Europe – Status and perspectives. *WGM, Oberammergau, p. 74-90.*

10- Francisci F., Boitani L., Guberti V., Ciucci P. & Andreoli G. 1991. Distribuzione geografica del lupi rinvenuti morti en Italia dal 1972. In *Spagnesi & Toso eds. Proceeeds.* 2nd Nat. Wildl. Biol. Conf. Bologna 1991. Suppl. Ric. Selvaggenia, *Vol XIX, p. 595-598.*

11- Landry J.M. 1996. Habitat potentiel du loup en Suisse. *Office fédérale de l'environnement, Berne. Suisse. Première analyse, 87pp.*

12- Massendari C. 1987. Rapport concernant les dommages sur troupeaux causés par un prédateur non identifié. *Eté 1987. Historique et développement. Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes, 11pp.*

13- Landry J.M. 1997. La bête du Val Ferret. *Rapport KORA n°1, Muri, 20pp.*

Photo Roland Clerc/FERUS